

12 juin 2020

Equilibre des Energies

Réponse à la Consultation publique de la CRE n°2020-007 du 19 mars 2020 relative à la composante de soutirage des prochains tarifs d'utilisation des réseaux publics d'électricité « TURPE 6 »

Considérations générales

1. Equilibre des Energies (EdEn) se félicite de l'orientation prise par la CRE tendant à mieux prendre en compte le facteur « puissance » dans la détermination des tarifs d'accès aux réseaux et apprécie les efforts développés par la CRE pour parvenir à une estimation objective des coefficients rentrant dans les tarifs. Cependant, elle s'étonne du faible écart par rapport à la situation actuelle à laquelle conduisent les nouveaux calculs. Elle se demande s'il s'agit d'une première marche d'une trajectoire de rattrapage ou d'un point d'aboutissement. Pensant qu'il s'agit probablement d'une première étape, EdEn souhaiterait savoir quel est le point d'aboutissement considéré comme souhaitable, combien d'étapes seront nécessaires pour y parvenir et à quelle échéance.
2. EdEn s'inquiète de l'augmentation relative des tarifs heures creuses d'hiver qui est envisagée et qui risque de nuire au développement d'usages que la politique énergétique souhaite encourager (pompes à chaleur pour le chauffage et mobilité électrique).
3. EdEn s'étonne des hausses prévues en 2021 sur certains coefficients tarifaires essentiels, hausses qui seraient suivies d'une baisse des tarifs en direction de 2024. EdEn pense que l'évolution doit être monotone continue en direction de la cible 2024.
4. Enfin EdEn s'inquiète de la façon dont les tarifs réseaux vont être intégrés dans l'offre des fournisseurs, compte tenu notamment du découpage plus fin des grilles fournisseurs permise par le compteur Linky. Elle suggère à la CRE de clarifier cette question en menant les concertations nécessaires, à défaut de pouvoir prendre des mesures réglementaires appropriées.

Question 1 : Êtes-vous favorable aux principes identifiés par la CRE pour élaborer la structure du TURPE 6 ?

- EdEn est dans l'ensemble favorable aux principes identifiés par la CRE. Les attendus développés dans le document soulignent de façon pertinente les facteurs nouveaux qui vont affecter la configuration et la gestion des réseaux. La plupart de ces évolutions dérivent des orientations données par la politique énergétique qui est traduite, en particulier, par la Stratégie nationale bas carbone (SNBC) et par la Programmation pluriannuelle de l'énergie (PPE). La question est donc posée de savoir si les tarifs doivent anticiper ces évolutions et même les favoriser. EdEn pense que la politique tarifaire d'accès aux réseaux est un instrument de politique énergétique et doit, dans certaines limites, prendre en compte les évolutions qui sont souhaitées.



Un exemple est celui de la mobilité électrique : la tarification proposée est-elle compatible avec un fort développement du véhicule électrique ?

Un autre est celui du développement du stockage : une vision plus prospective serait opportune. Il nous semble que l'article L341-3 du Code l'Energie permet d'avoir une telle vision puisqu'il stipule que : « *La Commission de régulation de l'énergie prend en compte les orientations de politique énergétique indiquées par l'autorité administrative* ». L'intégration de facteurs de politique énergétique peut conduire à mener un calcul économique en anticipation de certaines évolutions, au même titre que le concept d'acceptabilité mentionné dans la note peut conduire au contraire à les différer.

- S'agissant de la péréquation tarifaire, EdEn pense que cette obligation s'applique au service public de la fourniture d'électricité, dans le cadre des tarifs réglementés. Pour les tarifs d'accès au réseau, ils doivent satisfaire au principe d'égalité posé à l'article L121-1 du code de l'énergie et à celui de non-discrimination posé à l'article L341-2 du même code, ce qui est différent de la péréquation tarifaire.

Il semble à EdEn que ce point mériterait d'être clarifié. La péréquation tarifaire est par exemple invoquée à l'alinéa 3.4.3, alors qu'il s'agit en fait du principe d'égalité de traitement auquel il faudrait se référer.

Question 2 : Êtes-vous favorable aux évolutions de méthodologie envisagées par la CRE pour déterminer la composante de soutirage ?

EdEn est dans l'ensemble favorable dans les grandes lignes à l'évolution proposée dans la mesure où elle permet de mettre en évidence un coefficient à allouer au facteur puissance. Cependant la note explicative comporte beaucoup d'imprécisions qui ne permettent pas de se forger un avis solidement fondé.

- On aimerait par exemple disposer des véritables nuages de points permettant de tracer les courbes décrivant le coût pour la collectivité de l'utilisation du réseau en fonction de la durée d'utilisation, au lieu de disposer simplement de la figure 10 qui est probablement une figure idéalisée.
- La formule de la fonction de coût citée au § 2.2.3 : $C_{pi} = A \cdot N_i^\alpha \cdot PF_{pi}^\beta$, formule dans la quelle PF_{pi} serait la puissance foisonnée de la poche, mérite explication. Si PF_{pi} représente la puissance totale foisonnée de la poche, elle est alors fonction du nombre d'utilisateurs de la poche et donc les deux variables explicatives retenues se trouvent fortement corrélées, ce qui paraît incompatible avec le motif présenté pour ne pas retenir directement les variables puissance souscrite et énergie. En outre, dès lors de PF_{pi} est fonction de N_i , α ne peut pas être présenté comme la dérivée partielle de C_{pi} par rapport à N_i .
- Le texte semblerait indiquer que la détermination des fonctions de coût a été faite poche par poche, ce qui, au niveau des 787 500 poches BT représenterait un travail considérable. On aimerait savoir ce qui a été fait exactement et quelle est la dispersion dans les résultats obtenus pour chaque population de poches.



- Le texte évoque des simulations permettant d'intégrer une vision prospective de l'utilisation du réseau de transport. Quelles dispositions ont été prises pour prendre en compte une vision similaire au niveau des réseaux HTA et BT ?
- Au § 3.1. le texte donne une estimation de l'impact de la méthode sur la part des recettes liées à la puissance. Comme indiqué en introduction, EdEn se félicite de voir la notion de puissance mieux prise en compte dans le TURPE. **Cependant, elle s'étonne de la modestie des variations envisagées et souhaiterait savoir si les résultats du tableau 6 reflète l'intégralité des résultats mis en évidence par la méthode de calcul ou constitue une première marche définie en intégrant un degré d'acceptabilité par les consommateurs (cf. remarques générales).**
- Nous attirons par ailleurs l'attention sur le soin et la rigueur méthodologique nécessaires pour l'utilisation des méthodes de calcul marginal. Suivant le cadre retenu, il est en effet possible d'aboutir à des résultats très différents avec un calcul marginal, en jouant sur les hypothèses et les points de vue.

Prenons l'exemple du chauffage électrique auquel on impute souvent la thermo-sensibilité du réseau (et très souvent de façon abusive car les calculs montrent que le chauffage électrique intégré des résidences principales n'en explique qu'au plus la moitié)¹.

Admettons qu'un logement supplémentaire nécessite des moyens en production, en transport et en distribution additionnels. On va donc lui imputer les coûts correspondants. Mais doit-on pour autant accroître la charge imputée aux 10 millions de logements pour lesquels l'équipement en réseaux a été réalisé depuis longtemps, qui en ont supporté la charge en son temps et qui est financièrement amorti ?

Supposons par ailleurs que l'on ait, comme prévu dans la PPE, une politique de développement des usages de l'électricité, par pompes à chaleur pour le chauffage et subsidiairement par effet Joule. Il en résultera, *a priori*, un certain accroissement de la puissance appelée. Mais si, simultanément, on peut développer de nouvelles flexibilités, telles que le remplacement des vieux convecteurs par des radiateurs programmables et pilotables, la combinaison des deux politiques peut être une réduction de la puissance appelée. Faudra-t-il diminuer la tarification des uns et augmenter la tarification des autres ?

Le calcul marginal par usage est un outil dangereux qui donne souvent lieu à des raisonnements spéculatifs. **On rappellera en outre que le calcul marginal conduit à des résultats non additifs.**

Nous pensons qu'il faut considérer le réseau dans sa globalité, comme un ensemble mutualisé, en comparant différents scénarios entre eux, en essayant de caractériser la valeur économique d'un kW assuré et d'un kWh **fourni pendant telle ou telle plage horaire** sans chercher à l'imputer à un usage donné. Il est difficile d'apprécier, à la lueur des explications données, si cette condition est respectée.

Question 3 : Etes-vous favorable à l'évolution des grilles HTB

¹ On peut relever d'ailleurs (page 19) que « les utilisateurs de courte durée d'utilisation ont tendance à soutirer davantage en période de pointe ». Cette observation confirme que le chauffage électrique fixe qui est un usage plutôt long, ne contribue pas autant à la pointe que le chauffage électrique mobile utilisé comme appoint.



- EdEn se préoccupe du resserrement entre les coefficients applicables à l'énergie des heures pleines d'hiver et des heures creuses d'hiver. Un tel resserrement va diminuer, par percolation dans les tarifs basse tension, l'intérêt de nouveaux usages de l'électricité tels que la mobilité électrique ou les pompes à chaleur venant en substitution des chaudières à combustible solide.

Cette évolution semble liée à la répartition qui est faite des coûts d'infrastructure qui vient grever l'ensemble des postes hivernaux. EdEn pense que les heures creuses d'hiver devraient être moins chargées. Cela conduirait à inciter au développement des moyens de flexibilité, sur le véhicule électrique notamment.

Il faut rappeler que c'est la différence tarifaire HC/HP qui pilote les usages, notamment les chauffe-eaux à accumulation. Réduire la différence tarifaire réduira l'incitation à piloter les chauffe-eaux en HC. C'est d'ailleurs déjà le cas avec les tarifs actuels où la différence de tarif entre HP/HC n'est plus assez incitative. Cela se traduit, lors du remplacement du chauffe-eau en fin de vie, par une réduction de la capacité du nouveau chauffe-eau et un fonctionnement en mode permanent.

- Le renvoi de bas de page n°9 de la page 12 interpelle puisqu'il appelle l'attention sur les plages mobilisables grâce au compteur Linky, différentes selon qu'il s'agit du « calendrier » GRD ou du « calendrier fournisseur ». A plusieurs reprises, et notamment sur le sujet de la migration des utilisateurs vers les tarifs à quatre plages temporelles, la note souligne la nécessité d'envoyer les bons signaux de prix à l'utilisateur. Comment celui-ci peut-il s'y retrouver si le signal « réseau » est mixé au signal « fourniture », avec des plages temporelles différentes ? Aujourd'hui, le consommateur final n'a aucune connaissance de la composante TURPE dans son prix du kWh. Quelles initiatives la CRE envisage-t-elle de prendre pour répondre à cette préoccupation ?

Question 6 : Êtes-vous favorable aux modalités et au calendrier de mise en œuvre de la généralisation des options à 4 plages temporelles envisagés par la CRE ?

- EdEn est favorable à l'évolution envisagée, à ses modalités et à son calendrier. Cependant, elle s'interroge sur la façon dont cette évolution sera répercutée sur les tarifs réglementés BT.

Question 7 : Êtes-vous favorable à l'évolution des grilles BT ≤ 36 kVA ?

- EdEn est défavorable à l'augmentation des HC d'hiver comme indiqué précédemment.
- Elle est également défavorable à la feuille de route envisagée qui conduit à l'augmentation de certains tarifs en 2021 qui serait suivie d'une baisse à horizon 2024. Par exemple : HCH MU4 : 3,38 c/kWh en 2020, 3,63 c/kWh en 2021 et 3,50 c/kWh en 2024. Les raisons de cette évolution à double détente n'apparaissent pas clairement. L'évolution doit se faire de façon monotone et continue dans la bonne direction.



Question 8 : Êtes-vous favorable au maintien en 2024 d'options dérogatoires (base et heures pleines / heures creuses) uniquement accessibles aux consommateurs non équipés de compteurs évolués, selon les modalités proposées par la CRE

- Nous sommes favorables à cette disposition.

Question 9 : Partagez-vous l'analyse de la CRE sur la nécessité de faire supporter le surcoût généré par la relève à pied résiduelle aux consommateurs qui, de leur fait, ne disposent pas de Linky ?

- Oui, les usagers qui, de leur fait, ne seront pas équipés de Linky doivent accepter la responsabilité des coûts qu'ils induisent. Si le compteur Linky présente un avantage économique pour la collectivité allant au-delà des seules économies de frais de relève, celui-ci devrait être évalué et la privation de surplus engendrée par le non-équipement en Linky devrait être répercutée, à la condition les montants en cause le justifient.

Question 10 : Êtes-vous favorable à l'adaptation du positionnement des heures creuses afin de prendre en compte les contraintes locales sur les réseaux dans le respect du principe de péréquation ?

- Oui, mais cela n'a de sens que dans le cadre d'une concertation avec les fournisseurs, sinon le signal ne parviendra pas à l'utilisateur.

Question 11 : Partagez-vous l'analyse de la CRE selon laquelle l'introduction de dénivelés de puissance souscrite en basse tension ≤ 36 kVA ne constitue pas une évolution à prioriser pour TURPE 6 ?

- Oui, EdEn partage l'analyse de la CRE. Cependant, elle pourrait être expérimentée au cours du TURPE 6, de façon notamment à jeter les bases d'une généralisation, au cours du TURPE 7, de systèmes de flexibilités tels que le V2G ou le stockage à demeure afin de limiter la puissance appelée à certaines périodes. Une tarification plus élevée de la puissance souscrite en hiver pourrait également avoir pour effet de privilégier les pompes à chaleur hybrides qui constituent une bonne solution pour convertir les chaudières au fioul.

Question 12 : Partagez-vous l'analyse de la CRE selon laquelle la règle imposant de souscrire une formule tarifaire d'acheminement pour 12 mois consécutifs, même en cas de changement de fournisseur, doit être maintenue en l'état tant que des options saisonnalisées cohabitent avec des options non saisonnalisées ?

- Nous comprenons qu'un changement de grille tarifaire ajoute de la complexité. Cependant un changement de fournisseur devrait avoir un effet clair sur la facture de l'usager dès le premier jour de la nouvelle souscription de façon à éviter des déceptions



au niveau des utilisateurs, par rapport aux calculs qui auront pu lui être présentés par les fournisseurs.

Question 13 : Avez-vous des remarques relatives aux dispositions tarifaires en vigueur relatives à l'autoconsommation, en particulier concernant la composante de soutirage optionnelle pour les participants à des opérations d'autoconsommation collective ?

- EdEn n'est pas opposé au principe d'une composante de soutirage optionnelle en autoconsommation collective mais estime surtout que le rôle assurantiel du réseau dans toutes les opérations d'autoconsommation nécessite une réflexion qui semble devoir déboucher vers un renforcement de la tarification à la puissance souscrite. En effet, EdEn doute que le foisonnement des appels sur le réseau des autoconsommateurs soit identique au foisonnement moyen des autres consommateurs. Les autoconsommateurs nous semblent susceptibles de faire appel au réseau de façon simultanée, au moins au niveau régional, compte tenu de la simultanéité des conditions météorologiques qui peuvent y être enregistrées.